

## Recueil d'entretien avec Edouard Roy du 14 janvier 2021

*Dans le cadre du Comité de St Nazaire de la SMLH**Propos recueillis par Sylvie Lainé, du Comité de St Nazaire de la SMLH*

Né le 11 juin 1922 à Tours, Edouard Roy, 8<sup>ème</sup> d'une fratrie de 17 enfants, est élevé dans une famille profondément patriote, qui s'est reconnue dans la France de la résistance à l'occupant, dès la débâcle de 1940 : dissidente, prête à réagir sous des formes autant spontanées qu'organisées, au sein d'une population soumise à des contraintes multiples.

*Q : Votre famille est exceptionnelle à plus d'un titre. Dans quelle mesure ses valeurs et l'éducation que vous y avez reçues constituent-elles le germe de vos engagements et de votre parcours ?*

*Edouard Roy :* Mes seize frères et sœurs et moi-même avons été élevés dans l'amour de la France. Cette éducation a été, pour nous tous, le moteur de nos actions, pas exclusivement, mais sans lui, peut-être n'aurions-nous pas emprunté certains chemins. Notre père, grand patriote s'il en fut, était notre modèle. Plusieurs d'entre

nous se sont ainsi, presque naturellement, engagés dans des mouvements de résistance. Nous avons été plusieurs à fuir vers l'Espagne dans l'intention de poursuivre le combat.

Dès octobre 1940, mon père, Jean Roy, chirurgien obstétricien, aida les premiers résistants et des juifs à passer clandestinement en zone non occupée. Il recevait dans sa clinique des résistants blessés. Avant même de les soigner, il fallait avant tout cacher leur présence. Ensuite, il devait trouver un moyen de leur faire passer la ligne de démarcation à Corméry, près de Loches, qui n'était qu'à trente kilomètres de chez nous. Trente kilomètres, c'est à la fois proche et lointain lorsqu'on est traqué !

J'étais encore en philo lorsqu'il a commencé. C'est après mon entrée en médecine, en 1942, que je l'ai aidé, modestement : je conduisais sa voiture. On allait chercher les résistants à tel endroit convenu pour les conduire en zone libre, ce qui n'était pas toujours très facile !

Avait-on peur ? Non, on ne peut pas avoir peur dans ces moments-là. Nous étions trop concentrés sur l'enjeu. Nous étions dans l'action. On ne pensait qu'à une seule chose : passer la ligne pour sauver notre peau et celle de ceux qui dépendaient de nous. Dans de tels moments, on n'a pas le temps d'avoir peur.

*Q : Puis, comme étudiant en médecine, vous êtes « mobilisable » pour le STO. Vous refusez de vous présenter à la convocation. Déclaré réfractaire, vous risquez d'être pris dans une rafle et déporté. Que décidez-vous alors ?*

*ER :* Je n'ai pas refusé ! Je ne suis pas allé à cette convocation, c'est tout ! C'est à ce moment-là, fin juillet 1943, que j'ai décidé de partir vers l'Espagne et, par l'Espagne, de rejoindre l'Afrique du Nord. Je voulais m'engager dans l'Armée de la France libre. Trois de mes frères ont d'ailleurs pris ensuite la même décision. Le premier obstacle a été le passage en zone Sud, particulièrement difficile. Même si la ligne de démarcation avait été officiellement supprimée début mars 1943<sup>1</sup>, les points de contrôle principaux subsistèrent sur son ancien tracé. Et ils étaient alors très surveillés

<sup>1</sup> En novembre 1942, face à la menace liée au débarquement allié en Afrique du Nord, les Allemands envahissent la zone libre.

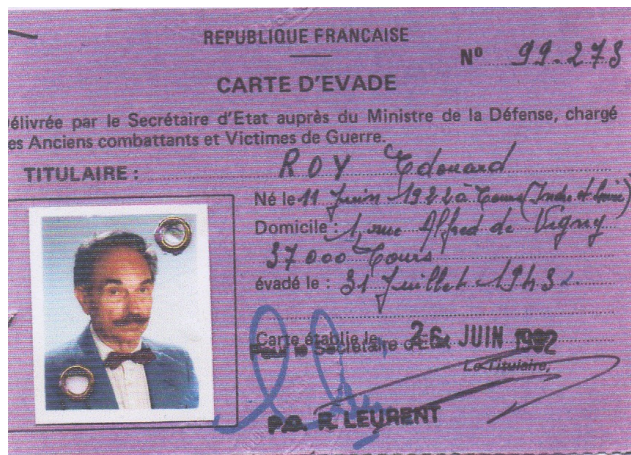
non seulement par les Allemands mais aussi par les autorités françaises de l'époque. L'essentiel était toutefois de bien connaître les horaires des patrouilles, ce qui était notre cas.

Une fois en zone Sud, nous avons rencontré suffisamment de bons Français pour nous aider lorsque c'était nécessaire. Et nous pensions que le plus dur était fait. Ce n'était pas le cas. À Pau, j'ai été arrêté par une patrouille allemande. J'ai réussi à m'échapper pour finalement gagner enfin la frontière espagnole.

Dès le début de l'occupation de la France, est mise en place l'exploitation de l'économie et de la main-d'œuvre française : il s'agit de remplacer les ouvriers allemands envoyés au front. La population est d'abord incitée à partir travailler volontairement. La « Relève » était inventée : le départ de trois ouvriers permettait, en théorie, le retour d'un prisonnier de guerre.

Si plus de 200 000 Français se laissent convaincre, c'est tout à fait insuffisant pour Fritz Sauckel, commissaire général à la main-d'œuvre du Reich. Il faut programmer une réquisition beaucoup plus large des travailleurs français. Le Service du travail obligatoire (S.T.O.) est créé pour les jeunes nés en 1920, 1921 et 1922 par une loi du 16 février 1943. Les préfets convoquent par voie d'affiches et sont chargés de conduire les opérations de prélèvement, sous la surveillance d'un Commissariat général au Service du Travail Obligatoire, créé pour l'occasion et placé directement sous l'autorité de Pierre Laval, chef du gouvernement. A partir d'août 1943, un officier général allemand est placé à côté de chaque préfet.

Des sanctions sont prévues pour les réfractaires et leurs familles. Beaucoup d'entre eux optent pour la désobéissance civile, préférant rejoindre les maquis ou fuir vers l'Espagne plutôt que de se soumettre. À la mi-juin 1944, le Haut Commandement militaire en France suspend les réquisitions.<sup>2</sup>



*Q : Dès votre arrivée en Espagne, vous êtes arrêté par la police espagnole. Entre juillet et décembre 1943, vous avez été interné à Jaca, à Saragosse puis dans le camp de Miranda. Quels souvenirs gardez-vous de ces mois d'enfermement ?*

*ER : Effectivement, dès notre entrée en Espagne, malheureusement, le petit groupe d'évadés dont je faisais partie a été arrêté et mis en prison tout de suite. J'y suis resté presque six mois jusqu'en décembre 1943. D'abord à Jaca, puis à Saragosse. Assez vite, lorsque la décision de diminuer les effectifs de prisonniers de Saragosse a été prise, nous*

avons été transférés au camp de Miranda, pas très loin de Bilbao.

J'avais 20 ans ! J'étais un peu inconscient, ce qui est plutôt une bonne chose. Je suis sûr qu'à l'époque mes parents se faisaient plus de bile que moi ! Bien sûr, on avait faim et froid : nous étions dans le Nord de l'Espagne, dans la montagne. Mais ce n'était pas la Pologne ! Si le climat avait été plus dur, la mortalité eut été beaucoup plus élevée. Cela dit, les conditions de vie étaient désastreuses et elles m'ont rendu malade. J'ai également beaucoup maigri en quelques mois. Heureusement, j'étais jeune, sinon, je n'aurais certainement pas résisté.

Miranda, c'était un grand camp, avec des baraquements et encore des baraquements, il y en avait une vingtaine, au moins, pour au moins 200 personnes chacun. Ils étaient terriblement sales. On y était vraiment très mal. On y dormait sur des châlits de bois superposés ; les soi-disant couvertures étaient pleines de poux. Franchement, c'était affreux. Quant à la nourriture, elle était

<sup>2</sup> Source : Portail national des Archives / France Archives

<https://francearchives.fr/findingaid/e23a95cb07394cb2e45d882ac239712fb5cec6131>

infecte et insuffisante. Nos gardiens étaient durs, mais sans trop d'excès ; nous étions des prisonniers politiques, le gouvernement franquiste ne nous était pas favorable. Le camp accueillait encore, lorsque j'y étais, pas mal de républicains espagnols avec lesquels nous avions peu de contacts. Nous restions entre Français, nous étions suffisamment nombreux. À un moment, nous étions plusieurs milliers. Les uns sur les autres.

Nos journées s'étiraient, s'étiraient. Nous ne travaillions pas, nos journées étaient vides.

On discutait entre nous, entre Français, c'était tout. Nos conversations ne devaient pas voler bien haut ! On n'avait rien d'autre à faire que d'écouter les uns ou les autres raconter des histoires. Et on racontait tous la même : notre fuite de France, les risques que nous prenions au fur et à mesure de notre avancée, les kilomètres de marche à pied dans la montagne avec l'espoir de ne croiser aucune patrouille. Le passage des Pyrénées, ce n'était pas facile !

Heureusement, certains prisonniers nous aidaient à passer le temps. J'ai rencontré au cours de ce séjour quelques fortes personnalités. Ainsi, Michel Poniatowski dont j'ai un excellent souvenir, non seulement parce qu'il était supérieurement intelligent, mais aussi parce que son humour nous distrait. Il remontait le moral de tout le monde ! Il avait tout le temps, vraiment tout le temps, des anecdotes à raconter. On était toujours tout un groupe autour de lui, toute la journée parfois.

Il y avait aussi une infirmerie. Enfin, infirmerie, si on veut... C'était terrible. Pour ma part, étudiant en 2<sup>ème</sup> année, je pouvais aider un peu. Je me suis fait là des camarades parmi les médecins et les étudiants qui étaient en fin d'études de médecine.

La prison de Jaca était une petite prison de sous-préfecture. Celle de Saragosse était un centre d'internement transitoire avant un transfert au camp de Miranda del Ebro (province de Burgos). C'est dans une petite ville entourée de montagnes, où la température est torride en été, et glaciale en hiver, que fut créé ce camp, dès 1937, à l'entrée dans la ville des troupes franquistes, et maintenu en service jusqu'en 1947.

À partir de 1940, il devint « camp de regroupement des étrangers ». Dès novembre 1942, avec l'entrée des Allemands en zone Sud, d'importants convois de Français y arrivèrent. Ce fut le groupe le plus important parmi les 57 nationalités représentées dans le camp.

À partir de février 1943, une partie de l'ambassade française de Madrid étant passée en dissidence, l'évacuation des Français ailleurs qu'en France devint possible. Des embarquements furent organisés, direction Casablanca, sur de vieux cargos, dont le *Gouverneur-Général-Lépine* où fut admis Edouard Roy.

Parmi les personnalités internées à Miranda, outre Michel Poniatowski, futur ministre de l'Intérieur durant les trois premières années de la présidence Giscard d'Estaing, citons Georges Bidault, futur chef du gouvernement de la République française, Jacques Monod et François Jacob, Prix Nobel, le très talentueux Hans Hartung, peintre germano-français, précurseur de l'abstraction (exposé d'octobre 2019 à mars 2020 au Musée d'Art Moderne de Paris), Daniel Cordier, l'historien, galériste, grand amateur d'art, et secrétaire de Jean Moulin, récemment décédé. Un livre « raconte » le camp de Miranda. Il s'agit de « La mésaventure espagnole<sup>3</sup> » de l'écrivain et journaliste, Lucien Bodard, qui y fut interné.<sup>4</sup>

*Q : Le 15 décembre 1943, vous êtes libéré de Miranda et conduit à Casablanca, où vous signez comme engagé volontaire dans l'Armée de l'Air. Mais la maladie contractée en Espagne vous ferme cette voie. Comment avez-vous vécu les derniers temps de guerre loin de la France ?*

*ER : Lorsque sont intervenus des arrangements entre le gouvernement français libre d'Alger et les autorités espagnoles, l'horizon s'est ouvert. Nous étions trop nombreux, nous finissions par les gêner, ces autorités ! Nous pouvions enfin être remis entre les mains des envoyés de la France libre et notre transfert vers l'Afrique du Nord pouvait s'organiser. Les dates des départs étaient affichées. Un jour, j'ai vu mon nom sur la liste !*

<sup>3</sup> 1<sup>ère</sup> édition 1946, réédition au Livre de Poche

<sup>4</sup> Source : Wikipedia

Et la veille de mon départ, j'ai vu arriver au camp l'un de mes frères qui avait, à son tour, fui la France. Finalement, nous fûmes trois frères à être internés à Miranda : Gérard, Michel et moi. Gérard est parti le même jour que moi. Et Michel 15 jours plus tard. Car, tous les 15 jours, vers fin 1943, il y avait des départs. Les dirigeants franquistes étaient sans doute contents de se débarrasser de nous !

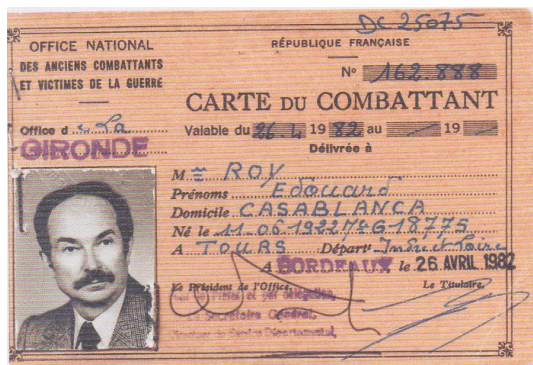
J'arrive au Maroc, à Casablanca... Pour y passer plusieurs mois à l'hôpital ! On m'avait diagnostiqué la tuberculose. Dès la Libération de la France, je suis rentré à Tours, finir mes études de médecine : à mon départ de France, je n'étais qu'en 2<sup>ème</sup> année !

Le 8 novembre 1942, les forces américaines débarquent à Casablanca, Safi, Fédala, Mehdiya, Oran et Alger. C'est l'« Opération Torch ». Le général Charles Noguès, Résident Général de France au Maroc, ordonne une riposte navale, avec, notamment, le cuirassé Jean Bart, avant d'accepter un cessez-le-feu le 10 novembre et de se rendre au général Patton. La fin des hostilités fut saluée par des manifestations de joie des Casablancais.<sup>5</sup>

La conférence de Casablanca est ensuite organisée du 14 au 24 janvier 1943 à l'initiative conjointe de Roosevelt et Churchill, en présence notamment du général de Gaulle.

Elle aboutit à des accords sur la poursuite de l'aide à l'URSS, l'invasion de la Sicile puis du reste de l'Italie et la décision d'exiger la reddition sans condition des puissances de l'Axe.

*Q : À la fin de vos études de médecine et de stomatologie, vous êtes revenu vivre au Maroc, et y exercer votre métier, dans ce pays que vous aimez ...*



ER : Oui, j'ai décidé de m'installer au Maroc : ce pays m'avait beaucoup plu. Je crois que mon attirance était liée au fait que, fuyant une France occupée, puis des prisons et un camp espagnols, j'ai, dans ce pays, retrouvé le goût de la liberté. J'ai renoué là-bas avec le sentiment d'être Français. Et j'y ai gardé des amitiés profondes.

Du coup, j'ai fait toute ma carrière au Maroc.

Si j'ai choisi la stomatologie, c'est parce que, sortant d'une tuberculose, on m'avait suggéré d'opter pour

une spécialisation moins prenante que la médecine générale. Mes frères me l'avaient conseillé, craignant que je ne puisse tenir le coup en médecine générale : ma santé était à l'époque encore trop dégradée. Or, la stomatologie est une spécialité où, par exemple, on n'est pas dérangé la nuit, où les urgences sont rares. Sinon, en première année d'études, j'avais prévu comme mes frères d'exercer en médecine générale. Jean, Bernard, Philippe et Gérard étaient médecins : cinq frères et trois beaux-frères médecins en plus de notre père !

Par ailleurs, la stomatologie, qui réunit médecine et chirurgie, m'attirait. Et mon métier m'a passionné. Je n'ai aucun regret : j'ai réussi dans ma profession.

Outre mon service en cabinet, j'allais deux fois par semaine soigner les détenus de la prison civile de Casa. Droit commun ou non, je savais par expérience que les prisonniers pouvaient souffrir ! De même, j'exerçais comme consultant auprès de Royal Air Maroc. Et comme on a toujours le temps de faire autre chose à côté de son activité professionnelle, j'avais aussi pas mal d'activités associatives. La semaine est longue si on commence de bonne heure le matin !

*Q : Quelle importance a le travail dans une vie humaine ?*

ER : Majeure : le travail est une valeur, il est aussi une joie, liée à la motivation pour un métier, à son intérêt, à ses conditions d'exercice.

<sup>5</sup>[https://www.secondeguerre.net/articles/evenements/af/42/cv\\_operationtorch.html#:~:text=Le%208%20novembre%201942%2C%20les,%C2%AB%20Guerre%20des%20Trois%20Jours%20%C2%BB.](https://www.secondeguerre.net/articles/evenements/af/42/cv_operationtorch.html#:~:text=Le%208%20novembre%201942%2C%20les,%C2%AB%20Guerre%20des%20Trois%20Jours%20%C2%BB.)

*Q : Dans les années 80, votre état de santé vous impose de mettre fin à vos activités. En 1988, votre épouse, Geneviève, professeur de français, y étant nommée, vous rejoignez St Nazaire. Comment le Tourangeau, expatrié de longues années au Maroc, s'enracine-t-il sur ce littoral de vagues et de granit ?*

ER : Eh oui ! La fragilité de ma santé m'a rattrapé après des années. Nous sommes revenus en France, à St Nazaire. Il se trouve que, durant mon enfance, avec mes parents, nous venions en vacances, tous les étés, du 15 juillet au 15 août, à La Baule, à St Brévin ou à Pornic. De Tours, ce n'était pas si loin. Nous faisons du camping. À l'époque, c'était tranquille. Et nous étions tellement nombreux que s'il avait fallu prendre des chambres d'hôtel, ç'aurait été financièrement impossible !

Aussi est-ce avec plaisir que j'ai retrouvé cette région. Nous aurions pu ensuite nous retirer à Tours, où toute ma famille vit et où nous nous rendions souvent. Mais ici c'est très agréable, nous nous y plaisons, mon épouse et moi. Nous y sommes restés.

*Q : Le 27 février 2019, votre frère cadet, Claude, vous remet les insignes de chevalier de la légion d'honneur - contingent des déportés et internés de la Résistance -. Une marque de reconnaissance déjà attribuée au sein de votre famille, n'est-ce pas ?*

ER : C'est vrai nous sommes plusieurs dans la famille à avoir été décorés de la légion d'honneur : mon père, ma mère, mes frères, Jean, Bernard, Michel, Claude, et ma sœur, Josette, en avaient déjà été récipiendaires. Quant à moi, calculez : en 2019, j'avais 96 ans !

Ma famille s'étant manifestée dans la Résistance, c'est notre conduite collective pendant la guerre qui nous a valu cette reconnaissance.

J'ai demandé à Claude d'être mon parrain, parce qu'il avait été gravement blessé en 1943, en accompagnant mon père, qui soignait des blessés dans un maquis, où il a été arrêté puis fusillé. Je suis rentré en France sans l'avoir revu avant sa mort. Et Claude, qui a failli mourir à l'hôpital de Loches, m'a remis début 2019, à la Mairie de St Nazaire, l'insigne de la légion d'honneur laquelle m'a été offerte par la fédération de Loire-Atlantique-Vendée de l'Union fédérale des Combattants, dont je suis membre. C'était une cérémonie très émouvante.



*Q : Qu'avez-vous tenu à transmettre à vos enfants ?*

ER : Mon frère Claude, disait « La seule défaite irréparable, c'est l'oubli ». Il avait raison.

Je veux transmettre la mémoire du patriotisme, l'amour de la France. Nous avons été nombreux à risquer notre peau pour la servir. Les générations qui nous suivent doivent en cultiver le souvenir.

**Merci, Edouard Roy !**

*Recueil d'entretien validé par Geneviève et Edouard Roy le mercredi 20 janvier 2021*

\*